



La crise de Crimée (mars 2014) : comment en est-on arrivé là ?

Yann Pierrick Gérald Richard

► To cite this version:

Yann Pierrick Gérald Richard. La crise de Crimée (mars 2014) : comment en est-on arrivé là ?. EchoGéo, 2014, 10.4000/echogeo.13917 . halshs-01230896

HAL Id: halshs-01230896

<https://shs.hal.science/halshs-01230896>

Submitted on 19 Nov 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Yann Richard

La crise de Crimée (mars 2014) : comment en est-on arrivé là ?

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Yann Richard, « La crise de Crimée (mars 2014) : comment en est-on arrivé là ? », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 04 septembre 2014, consulté le 12 novembre 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/13917> ; DOI : 10.4000/echogeo.13917

Éditeur : Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)
<http://echogeo.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://echogeo.revues.org/13917>

Document généré automatiquement le 12 novembre 2015.

© Tous droits réservés

Yann Richard

La crise de Crimée (mars 2014) : comment en est-on arrivé là ?

- 1 Après les événements qui ont abouti à la destitution (22 février 2014) et à la fuite du président ukrainien (Viktor Ianoukovitch), on a vu émerger un mouvement d'autodéfense en Crimée, où une partie de la population s'est opposée au renversement du régime. Le 17 mars, à l'issue d'un référendum dont la légalité est largement mise en doute, le parlement criméen a proclamé l'indépendance de la Crimée et a demandé son rattachement à la fédération de Russie. Depuis, malgré la signature en avril d'un accord à Genève, les violences et le nombre des victimes augmentent dans l'est de l'Ukraine, les revendications de rattachement à la Russie se sont multipliées et le pouvoir ukrainien peine à restaurer son autorité dans plusieurs parties de son territoire malgré l'utilisation de moyens militaires significatifs.
- 2 On ne reviendra pas ici sur la chronique détaillée de ces événements. On tentera plutôt de savoir ce qui a rendu possible une telle crise. Ce qui a étonné beaucoup d'observateurs, ce n'est pas tant l'initiative rattachiste des autorités locales que la réaction résolue et rapide du président russe. En acceptant la demande de rattachement de la Crimée à la Russie, il a réalisé une annexion illégale. Ce faisant, il a pris tout le monde de vitesse. L'annexion de fait était relativement risquée sur le plan militaire, en raison de la présence de troupes ukrainiennes dans cette région. Son succès tient sans doute à la concomitance de la crise politique à Kiev, qui a sans doute empêché une réaction adéquate des forces militaires locales. Cette annexion était aussi politiquement très délicate. La Russie a pris un gros risque, car accepter le rattachement de la Crimée a plusieurs conséquences. Cette décision l'isole sur la scène internationale et crée une tension avec l'Union européenne (UE), son plus important partenaire économique. Elle cause de la colère dans une grande partie de la population en Ukraine et cela suscite une inquiétude vive dans les pays voisins, où la Russie souhaite pourtant développer son *soft power* (Tsygankov, 2006). L'annexion va à l'encontre des intérêts que certaines élites économiques russes ont à l'ouest. Cela affaiblit l'économie russe (fuite de capitaux). Enfin, cela pourrait ouvrir une boîte de Pandore en Russie, où il existe des contestations régionales contre le pouvoir central. Pourquoi dans ces conditions Vladimir Poutine a-t-il franchi le pas ?
- 3 S'il a pris de tels risques sur le plan politique, ce n'est pas sans raison. On ne peut pas se contenter d'une explication trop simple qui le présenterait en illuminé prenant plaisir à déstabiliser l'est de l'Europe pour agrandir le territoire de la Russie. Cette crise politique n'est pas sortie d'un chapeau. Dans ce pays fragile qu'est l'Ukraine, elle a des causes internes qui sont bien identifiées par les analystes (Breault *et al.*, 2003 ; Sherr, 2005 ; Iakimenko, Pachkov, 2014 ; Tchernega, 2014). Une partie des Ukrainiens s'est soulevée contre un régime inefficace ; une part plus que notable de la population vit sous le seuil de pauvreté ; le niveau de corruption est très élevé ; la fragilité économique est aggravée par la dépendance envers le gaz et le pétrole russes ; l'échec de la Révolution orange a augmenté le mécontentement social et politique. Enfin, l'Ukraine souffre d'un manque d'unité. Mais la crise est aussi le dernier avatar d'une montée des incompréhensions entre la Russie, l'UE et les États-Unis depuis une dizaine d'années, voire depuis les années 1990. A tel point qu'on doit se demander si l'antagonisme entre ces puissances n'est pas un des ressorts principaux de la crise criméenne, prélude à la catastrophe que connaît l'Ukraine depuis le printemps 2014 (Richard, 2010). Vladimir Tchernega (2014) évoque en effet le jeu ambigu des acteurs extérieurs. Dans le même esprit, Iouri Iakimenko et Mikhaïl Pachkov estiment que c'est « le système des relations Occident-Russie dans son ensemble » qui doit être repensé et que cette crise politique démontre « la nécessité d'une nouvelle approche vis-à-vis de la Russie actuelle » de la part de l'Ukraine, de l'Union européenne et des États-Unis.

La mise en place d'une situation géopolitique : la montée des incompréhensions dans un voisinage déchiré

- 4 Pour comprendre ce qu'il se passe en Ukraine, il est important de ne pas se limiter au point de vue très orienté de la presse française, dont les titres sont sans nuance. Citons pêle-mêle quelques gros titres : « À la télévision russe, le Tsar Poutine révèle ses objectifs et se livre à un show nationaliste » (Le Monde, 18 avril 2014) ; « L'ego des Russes, les abdos de Poutine » (Le Monde, 17 avril 2014) ; « Poutine place l'Europe au bord d'une troisième guerre mondiale » (Le Figaro, 20 mars 2014)... Il faut éclairer la crise actuelle en la replaçant dans l'évolution des relations entre la Russie, l'Union européenne et les États-Unis depuis le début des années 2000. Ces trois acteurs ont contribué à créer une situation de rivalité dont l'Ukraine fait les frais aujourd'hui.

La doctrine russe de politique étrangère : une priorité très claire depuis longtemps pour tout le monde

- 5 Depuis longtemps, la Russie a défini avec une totale clarté les objectifs et les principes de sa politique étrangère, dans le but de participer à une redéfinition de l'ordre mondial. Ils sont formulés dans des documents officiels facilement accessibles¹. La doctrine russe s'appuie sur quelques principes fondamentaux : 1. contrôler les frontières et protéger la souveraineté de l'État pour garantir la liberté de décision de la Russie et la protection de ses intérêts ; 2. réintégrer des régions des pays proches où existent d'importants héritages russes (mais pas à n'importe quel prix ni par n'importe quel moyen et sans envisager un contrôle direct) ; 3. redevenir une grande puissance et soutenir l'émergence d'autres pôles de puissance dans le monde pour apporter un équilibre au monde unipolaire américain qu'elle perçoit comme une réalité absolument négative ; 4. les relations internationales sont un jeu à somme nulle ; 5. la Russie forme une civilisation indépendante et distincte de la civilisation occidentale et doit tout faire pour maintenir cette indépendance.
- 6 Depuis les révolutions de couleur, Moscou a réactivé la doctrine du monde multipolaire (Dubien, 2007), développée en 1996 par Evgueni Primakov. Selon cette doctrine, il faut viser plusieurs objectifs : donner la priorité à l'intérêt national et refuser de voir la Russie reléguée dans un rôle de second de l'Occident tout en évitant les tensions avec ce dernier ; instaurer un monde multipolaire ; mener une politique multi-axiale pour concurrencer celle des États-Unis et condamner un ordre mondial dominé par une seule superpuissance (Trenin, 2006) ; développer les relations avec les pays d'Europe occidentale qui aspirent à avoir une identité propre (vis-à-vis de l'UE) ; mener une politique indépendante de celle de l'Union européenne et des États-Unis ; poursuivre l'intégration de la Russie dans un monde globalisé pour ne pas l'isoler.
- 7 Les relations avec les pays de la CEI² sont présentées comme la priorité de la politique étrangère de la Russie : « Ici, sont concentrés nos intérêts dans le domaine de la sécurité et de l'économie, d'ici partent de sérieux défis, y compris l'immigration illégale et le crime organisé. La Russie est intéressée à ce que le long de ses frontières se trouvent des États amis, florissants, démocratiques et stables [...] aucun partenaire extérieur ou format d'intégration alternatif ne pourra remplacer le rôle de la Russie tant sur le plan bilatéral qu'en CEI en général et aux formats de l'intégration à plusieurs niveaux »³. Déjà, en 2006, Nikolaï Bordiouja (secrétaire général de l'Organisation du traité de sécurité collective) déclarait : « Sur le territoire de l'ex-URSS, toute structure sans la participation de la Russie est vouée à l'échec [...] Ce n'est pas parce que nous sommes plus grands, plus intelligents et plus forts. Tout simplement, nous sommes un pays immense qui, par définition, influence tous les processus. Par conséquent, c'est une pure perte de temps que de tenter de passer outre la Russie et de créer un petit chez-soi »⁴.

Les intérêts et les attentes de la Russie ignorés par les Européens et les Américains

- 8 Les États-Unis et l'Union européenne n'ont jamais tenu compte des attentes de la Russie qui espérait un moment voir reconnaître au moins implicitement le droit d'avoir une zone

d'influence correspondant à l'ancien espace soviétique, moins les pays baltes. Cette demande n'est d'ailleurs pas propre à Vladimir Poutine, car Boris Eltsine l'avait formulée déjà en 1993. La Russie s'est souvent alarmée de l'élargissement de l'OTAN vers l'est. On peut rappeler la réaction violente de Vladimir Poutine en 2007 lors d'une réunion du comité Russie-OTAN, alors qu'il était question d'une éventuelle adhésion de l'Ukraine à l'alliance atlantique : « Mais qu'est-ce que l'Ukraine ? Même pas un État ! Une partie de son territoire c'est l'Europe centrale, l'autre partie, la plus importante, c'est nous qui la lui avons donnée ! ». Sa récente déclaration à propos de l'Ukraine orientale va dans le même sens : « C'est la nouvelle Russie : Kharkov, Luhansk, Donetsk, Kherson, Mykolaïv, Odessa n'appartenaient pas à l'Ukraine pendant l'époque tsariste. Tous ces territoires furent transférés vers l'Ukraine dans les années 1920 par le gouvernement soviétique. Dieu seul sait pourquoi »⁵.

9 La Russie a longtemps prêté une attention moins fébrile à l'élargissement de l'Union européenne. Mais sa perception a changé après les révolutions de couleur⁶. À partir de 2004, on sent ainsi poindre une irritation profonde contre les États-Unis et contre l'UE. À partir de 2009, on perçoit même une hostilité franche vis-à-vis de l'UE. Cette dernière est perçue comme une entité qui s'immisce dans une région où la Russie a des intérêts particuliers, surtout avec le lancement du partenariat oriental (mai 2009), qui est le volet régional oriental de la politique européenne de voisinage (PEV). Cela explique les déclarations du président Medvedev lors du sommet Russie-UE de Khabarovsk en mai 2009 : « L'Union européenne n'a pas convaincu pour l'instant la Russie des avantages que présente le projet de Partenariat oriental. [...] Tout partenariat vaut mieux qu'un conflit, mais ce qui nous décontenance, c'est que certains pays tentent de faire de cette structure un partenariat contre la Russie. [...] Nous ne voudrions pas que le Partenariat oriental se transforme en partenariat contre la Russie parce qu'il y a des préalables [...] je ne voudrais pas que ce partenariat consolide les relations de certains pays à position antirusse avec les autres État d'Europe »⁷.

10 L'analyse faite par les autorités russes n'est pas dénuée de fondement. À la lecture des communications cadres de la politique européenne de voisinage, on observe deux éléments forts. Premièrement, alors que la Russie est omniprésente dans le texte de 2003⁸ et apparaît alors comme un pays important, elle disparaît dans les textes cadres publiés ultérieurement⁹, ce qui accredit l'idée qu'elle devient quantité négligeable pour les dirigeants européens. Certes, elle n'a jamais souhaité être éligible à la politique de voisinage, mais son absence des textes cadres procède d'une erreur de jugement de l'UE, qui pense pouvoir développer des initiatives politiques dans cette région sans tenir compte de la Russie. Deuxièmement, l'UE fait mine de négliger les initiatives politiques régionales développées par la Russie ainsi que l'intensité des liens qui continuent d'exister entre elle et les anciennes républiques soviétiques. Cela peut être interprété de deux manières : erreur involontaire de diagnostic sur les dynamiques politiques et économiques de son voisinage, ou stratégie consciente de relégation de la Russie. À cet égard, il faut rappeler que plusieurs pays membres de l'UE, dont la Pologne, empêchent depuis longtemps Bruxelles de lancer des négociations pour rédiger un nouvel accord de partenariat avec la Russie, alors que le texte actuel¹⁰ qui sert de base aux relations Russie-UE est obsolète. Cela est perçu par le Kremlin comme une entreprise de marginalisation.

11 Cela explique ce qu'Arnaud Dubien appelle une rechute doctrinale du Kremlin, qu'il observe même à partir du milieu des années 2000, marquée par un fort antagonisme avec l'UE (Dubien, 2007). Dov Lynch considère pour sa part que tout le voisinage commun, du Belarus au Caucase, est ainsi devenu une ligne de front entre la Russie et l'Union européenne (Lynch, 2005). Laure Delcour met l'accent sur l'idée de compétition d'influence. Pour elle, le voisinage commun est devenu « un enjeu de rivalités stratégiques et politiques » avec la mise en œuvre de la politique de voisinage (Delcour, 2006), car les élites politiques russes ne peuvent se départir d'une vision fondamentalement réaliste des relations internationales. Tout progrès réalisé par l'Union européenne dans cet espace est interprété comme un recul de la Russie, de ses valeurs et de son influence. C'est l'idée développée également par Anne de Tinguy, soulignant ce qu'elle appelle une logique d'influence et une volonté de contrôle de la part de Moscou sur son environnement régional (Tinguy, 2009). Selon elle, il ne pouvait y avoir

à court terme que confrontation, car Moscou est incapable de réviser les fondements de sa politique étrangère. Thomas Gomart s'inscrit dans la même ligne lorsqu'il tente de montrer que la Russie voit sans doute trop de géopolitique dans ses relations avec l'Union européenne (Gomart, 2006). Cette posture est attestée par les réactions russes au plus haut niveau après la mise en œuvre de la PEV et du partenariat oriental. De nombreux signes vont dans ce sens : les démarches unilatérales de la Russie, sans concertation avec l'Union européenne, pour le règlement de certains conflits régionaux (en Transnistrie par exemple), les réactions épidermiques de la Russie aux pressions exercées par l'UE sur le régime belge pour qu'il se réforme, l'activisme européen vertement critiqué par Moscou lors des élections présidentielles ukrainiennes de 2004 et pendant les événements de la révolution orange...

12 a Russie observe en outre que l'élargissement de l'UE s'est fait au diapason de celui de l'OTAN qu'elle considère comme une organisation très hostile. D'ailleurs, les officiels américains ne se privent jamais de rappeler publiquement que l'UE et l'OTAN sont les deux faces d'un même processus. On peut se reporter aux déclarations de Strobe Talbott en 1997 : « Nous espérons que l'élargissement de l'OTAN, dont nous sommes membres, contribuera à créer les conditions de l'élargissement de l'Union européenne... dans laquelle nous avons un intérêt profond – je dirai même vital... De notre point de vue, l'élargissement de l'OTAN et l'expansion de l'UE sont deux processus séparés mais parallèles dont l'objectif est le même, c'est-à-dire une communauté transatlantique élargie et approfondie »¹¹.

13 Cela laisse penser à Moscou que l'UE serait le versant amène et présentable de la politique américaine de *roll back* qui vise à reléguer la Russie en dehors des affaires européennes. Rappelons les propos de Joe Biden en 2009 à Munich : « Nous ne serons pas d'accord avec la Russie sur tous les sujets. Par exemple, les États-Unis ne reconnaîtront pas l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Nous ne reconnaitrons pas à quelque nation que ce soit le droit d'avoir une zone d'influence »¹². Cette position est celle des États-Unis depuis longtemps. Dès 1992, ils ont adopté une stratégie pour préserver leur hégémonie, comme l'indique un rapport rédigé sous la direction de Paul Wolfowitz cette année-là sur la réorientation de l'outil de défense américain¹³. Ce texte posait que les États-Unis devaient tout mettre en œuvre pour empêcher l'émergence d'une puissance globale concurrente et même de puissances régionales, thèmes repris ensuite dans la Stratégie américaine de sécurité en 2002 (Vaïsse, Mélandri, 2001).

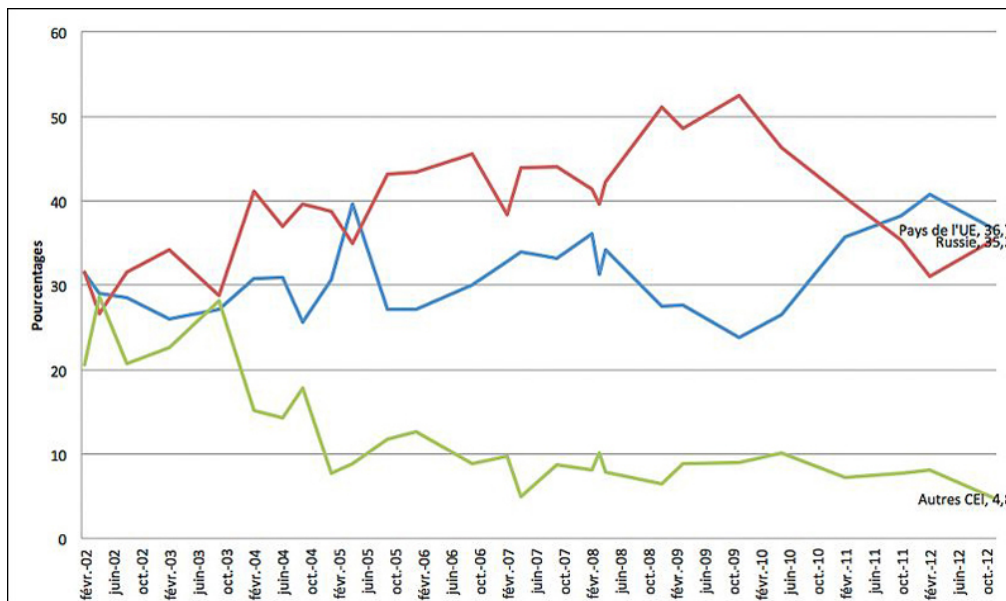
14 Les derniers développements en Europe orientales, très violents, ne doivent pas occulter toutefois d'autres analyses qui prennent le contrepied de celles mentionnées plus haut. Certains auteurs ont en effet développé des analyses nuancées de la relation entre la Russie, l'UE et les États-Unis. Ils parlent de voisinage partagé et avancent même l'idée que l'Europe orientale, et dans une certaine mesure le Caucase, seraient en voie de finlandisation. Selon Michael Emerson, ni la Russie ni l'Union européenne ne souhaitent renoncer à leur influence dans cette partie du monde, bien que leurs aires d'influence respectives se chevauchent. Et il ne semble pas que l'une soit en mesure de prendre définitivement et nettement le pas sur l'autre. Les deux acteurs seraient ainsi amenés à accepter cette situation de partage *de facto* qui s'impose à eux : l'Union européenne continue d'encourager l'Ukraine à mettre en œuvre des réformes politiques et économiques ; en même temps, la Russie cherche à consolider sa présence pour défendre ses intérêts stratégiques (Emerson, 2009). C'est cette vision de l'ordre européen qu'elle tente de promouvoir lorsqu'elle suspend la fin de la sécession de la Transnistrie et la réunification de la Moldavie à l'imposition à cette dernière d'un statut de neutralité. On peut rappeler à l'appui de cette analyse que Moscou avait pesé de tout son poids à la charnière des années 1990 et 2000 pour imposer un tel statut de neutralité aux pays Baltes, leur offrant même des garanties de sécurité (Bayou, 2005). Gilles Lepesant parle pour sa part d'une relation Russie-UE placée entre coopération et rivalité (Lepesant, 2004) car l'Union européenne et la Russie sont trop interdépendantes pour placer leur relation uniquement sur le mode de l'opposition. Dans le même esprit, Ludovic Royer estime que la Russie et l'Union européenne sont à la fois partenaires et concurrentes naturelles dans cette partie du monde (Royer, 2005). À l'appui de cette thèse nuancée, Monaghan et Rossini par exemple rappellent qu'il est abusif de penser que les élites politiques russes, notamment celles qui sont liées à la sphère militaire

et sécuritaire, rejettent totalement et par principe la coopération avec l'Union européenne (Monaghan et Rossini, 2007). Cette façon de voir conforterait l'idée de finlandisation et de partage d'influence. Cependant cette partie de l'élite russe n'est pas celle qu'on entend le plus. On entend davantage celle qui prône un raidissement face aux avancées de l'Union européenne.

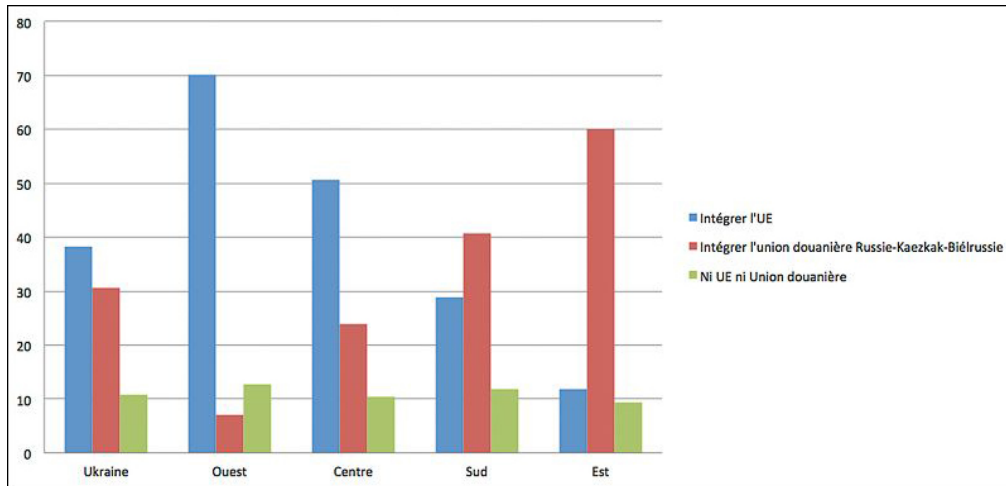
Le choc des régionalismes qui déstabilise l'Ukraine

- 15 Les dirigeants ukrainiens ont pendant un temps réussi, avec plus ou moins de bonheur, à s'accommoder d'un double tropisme russe et européen, tenant même à distance les projets russes d'intégration régionale (Zhurzhenko, 2009). Mais la montée de l'antagonisme entre la Russie et l'UE a mis le pays dans une situation intenable. C'est un fait que Gilles Lepesant soulignait largement il y a déjà 10 ans, lorsqu'il redoutait une stratégie d'élargissement militante de l'Union européenne qui aurait pour effet « d'adresser à la Russie le signal que le continent européen est demeuré à l'âge des partages de zones d'influence » (Lepesant, 2005). Il rappelait à ce propos que l'élite politique russe était très sourcilleuse et qu'elle n'avait accepté qu'à contrecœur l'indépendance de l'Ukraine dans les années 1990.
- 16 Depuis plusieurs années, on offre à cette dernière de participer à des projets régionaux d'intégration différents : d'un côté, un projet russe de réintégration eurasiatique, de l'autre une plus grande intégration dans le dispositif régional dominé par l'Union européenne. L'Ukraine s'est ainsi trouvée malgré elle prise dans ce qu'on pourrait appeler un choc des régionalismes, « à l'épicentre de deux projets d'intégration concurrents » (Iakimenko, Pachkov, 2014). Or il se trouve que ces projets régionaux sont techniquement incompatibles et politiquement rivaux. Ils s'entrechoquent en Ukraine, car l'UE et la Russie souhaitent y exporter des normes et des modes de gouvernances qui ne peuvent pas fonctionner ensemble et qui sont l'expression d'intérêts divergents (Richard, 2009)¹⁴. L'Ukraine est donc aujourd'hui forcée de faire un choix : cela ne peut plus être la Russie et l'UE ensemble ; c'est la Russie ou l'UE. Cette situation la déstabilise car la population ukrainienne est traversée par des divisions telles qu'un basculement politique dans un sens ne peut que susciter le rejet d'une part notable des Ukrainiens. Les Ukrainiens sont indécis sur de nombreux sujets tels que l'adhésion à l'UE (illustration 1) ; de même, les avis divergent sensiblement d'une région à l'autre sur les lignes directrice de la politique étrangère (illustration 2). Par ailleurs, une majorité est traditionnellement opposée à l'OTAN.

Illustration 1 - Quelle doit être la priorité de la politique étrangère de l'Ukraine ?



Source : Centre Razoumkov, 2013.

Illustration 2 - Quelle intégration doit rechercher l'Ukraine ?

Source : Centre Razoumkov, 2013.

- 17 Afin de restaurer son influence dans son enveloppe régionale, la Russie fait depuis le milieu des années 2000 la promotion d'organisations régionales qui doivent remplacer la CEI, car celle-ci s'est révélée décevante et n'a jamais atteint ses objectifs. L'Ukraine n'est pas membre de ces organisations et n'a jamais souhaité y adhérer. Or on sait que Vladimir Poutine essaye depuis longtemps de convaincre les autorités ukrainiennes de franchir le pas, exerçant éventuellement des pressions dont le président Yanoukovitch s'était plaint plusieurs fois. Lors d'un sommet de l'Union douanière le 5 mars 2014, Vladimir Poutine a rappelé que l'Ukraine était pour lui un partenaire clé de l'union douanière. Bien qu'elle traverse une crise grave, c'est une économie importante dotée d'un tissu économique diversifié et d'un marché intérieur bien plus intéressant que celui de la petite et fragile Biélorussie¹⁵. Faire entrer l'Ukraine dans le dispositif n'est pas seulement une affaire de géopolitique et d'influence. C'est aussi un préalable économique pour renforcer les chances de succès de l'Union douanière lancée en 2011 et qui doit déboucher sur une union économique en 2015. C'est la condition de la réussite d'un projet d'intégration régionale qui doit permettre à la Russie de retrouver un poids international dans un monde multipolaire, face à l'Union européenne, aux États-Unis, à la Chine, etc. Or, face aux projets russes, l'Union européenne propose à l'Ukraine un accord d'association renforcé qui est techniquement incompatible avec les propositions russes.

L'UE et la Russie incapables jusqu'à présent d'agir ensemble comme des fournisseurs de sécurité régionale

- 18 La Russie a sans doute intérêt à entretenir un certain degré d'instabilité dans les pays proches de son territoire. Cela lui permet de rester présente militairement et politiquement dans des espaces où elle souhaite conserver une influence (Ossétie, Abkhazie, Transnistrie, etc.). Elle sait par ailleurs que ces conflits de basse intensité peuvent être une carte intéressante : elle soutient des régimes locaux non reconnus ; elle appuie les revendications de pays avec lesquels elle souhaite conserver des liens (soutien aux revendications arméniennes dans le conflit du Haut Karabakh) ; elle sait que les conflits régionaux gênent l'UE et espère obtenir des concessions de Bruxelles (notamment sur le régime des visas) en échange de son intervention. La stabilisation régionale et la fin des conflits ne sont donc pas pour demain.
- 19 La Russie et l'UE ont des doctrines différentes en matière de relations internationales. La Russie estime que l'usage de la force est une ressource parmi d'autres¹⁶, ce qui est à l'opposé des conceptions de l'UE (même si certains pays membres en font régulièrement usage dans leur politique étrangère, mais en dehors du cadre communautaire). De plus, l'UE envisage ses relations avec les pays proches sur le mode de la coopération approfondie, en exportant ses normes. Ce faisant, elle applique en partie aux pays de son voisinage la méthode qui a présidé à sa propre intégration. Cela implique des transferts de souveraineté, même limités, que la Russie rejette par principe.

- 20 On peut aussi se demander si l'UE ne profite pas elle aussi d'un effet d'aubaine. N'utilise-t-elle pas la Russie comme un repoussoir pour répondre à ses propres carences ? Survaloriser ce qui peut être condamné en Russie (déni de démocratie, absence d'État de droit, corruption généralisée, pathologies sociales diverses, etc.) permet aux institutions européennes d'afficher l'Union comme le modèle inverse à suivre et de mieux affirmer sa propre identité. Cela fournit des simplifications séduisantes telles la liberté contre la tyrannie par exemple, mais se révèle finalement peu efficace en matière de relations internationales.
- 21 Toutefois, l'UE n'apparaît pas comme un acteur lisible et crédible car ses discours ne sont pas toujours en phase avec ses actions et ce qu'elle offre à ses partenaires n'est pas toujours clair et attrayant. Elle affiche le voisinage comme une priorité, mais la politique de voisinage souffre de plusieurs faiblesses :
- son volet financier est notoirement insuffisant (environ 4 milliards d'euros en tout pour les 6 voisins orientaux en 2007-2013). Consciente de ce problème, l'UE a augmenté l'enveloppe financière de la PEV pour la période 2014-2020, mais les sommes restent bien faibles au regard des besoins ;
 - les instruments proposés pour la mise en œuvre de la PEV ne sont pas toujours bien adaptés. Ils sont d'ailleurs rejetés par la Russie qui, bien que non éligible à cette politique, peut en théorie profiter de son instrument financier pour la coopération transfrontalière et transnationale ;
 - la position de l'UE sur la question du voisinage oriental n'est pas claire : certains pays tels que la Pologne estiment que l'Ukraine a une perspective d'adhésion, mais d'autres affirment que non (la France notamment) ;
 - l'UE apparaît comme un acteur faible qui propose une politique de voisinage mise au service de ses intérêts plus que ceux de ses voisins. Cela limite sa capacité à exercer *leadership* régional.

Quelques hypothèses pour interpréter le choix de Vladimir Poutine

- 22 Après avoir rappelé comment s'est mise en place cette situation géopolitique, revenons à la question posée en introduction. Comment peut-on interpréter le risque pris par Vladimir Poutine avec l'annexion/rattachement de la Crimée qui annihile sans doute ses espoirs d'intégration eurasiatique à court et moyen terme et dégrade durablement ses relations avec l'UE ?

L'effet d'opportunité ?

- 23 On peut interpréter l'annexion/rattachement comme un effet d'opportunité. En « répondant » à l'appel des autorités régionales de Crimée, Vladimir Poutine espère créer un précédent appelé à faire tache d'huile dans les régions d'Ukraine où réside une majorité de russophones. C'est une option habile qui permet de laisser monter l'instabilité dans l'est du pays et de s'afficher comme celui qui peut ramener l'ordre. Vladimir Poutine peut aussi arguer du fait que la Russie ne peut pas tolérer une situation insurrectionnelle dans un pays de son voisinage avec lequel elle partage une frontière poreuse. Toutefois, l'état de l'opinion publique dans les régions de l'est et du sud de l'Ukraine n'est pas tranché, de même qu'en Russie. Des sondages ont souvent montré que les populations ne sont pas favorables à une union des deux pays, même si elles sont souvent favorables au maintien de liens forts. Seulement 16 % des Russes et 12 % des Ukrainiens étaient favorables à une union d'après un sondage publié le 3 mars 2014¹⁷.
- 24 Si les événements ne penchaient pas dans ce sens à court terme, il peut aussi espérer un gain politique à plus long terme : les accords de Genève (avril 2014) ouvrent la voie à une fédéralisation de l'Ukraine, que le président russe appelle de ses vœux. Allant plus loin le 31 août, il a parlé d'un « statut étatique » pour le sud-est de l'Ukraine. Les régions ukrainiennes seraient dotées d'un plus grand nombre de compétences, ce qui leur permettrait sans doute d'organiser des référendums de rattachement à la Russie plus tard. Procéder de cette manière revient pour lui à faire son deuil de l'Ukraine actuelle : si les régions de l'est et certaines du sud se rattachent à la Russie, il est évident que celles du centre et de l'ouest ne suivront pas

cette voie. On peut se demander toutefois si la Russie ferait une bonne affaire en intégrant dans son territoire la partie la plus industrialisée de l'économie ukrainienne, qui souffre de nombreuses faiblesses et nécessiterait des investissements considérables pour être remise en état après des décennies de dégradation. Par ailleurs, en acquérant des territoires situés à l'ouest de son territoire actuel, la Russie peut entrer de plain-pied dans les affaires européennes. Toutefois, le résultat d'éventuels référendums n'est pas acquis car il y a une marge entre la langue que les gens disent utiliser et l'identité ethnique qu'ils déclarent. Parmi les trois régions ukrainiennes où une majorité de la population déclarait le russe comme langue principale (Crimée, Donetsk, Luhansk), seule la Crimée avait une majorité nette de personnes qui se définissaient comme ethniquement russe. Dans les deux autres, la situation est incertaine : une majorité de la population s'y déclare ukrainienne mais une part notable se sent russe, ce qui peut être lié à la fréquence des mariages inter-ethniques. Ce qui fait écho aux résultats du sondage mentionné plus haut.

25 On peut aussi penser que l'affaire de Crimée profite à Vladimir Poutine sur le plan de politique intérieure. Il faut rappeler que l'économie russe présente de nombreux signes d'essoufflement. Annexer/rattacher la Crimée lui permet de détourner l'attention de son opinion publique vers l'extérieur. En montrant que la Russie est puissante, il renforce sa popularité. Il navigue ainsi sur la vague patriotique - nationaliste qui monte en Russie depuis quelques années à grand renfort de campagne médiatique. C'est d'autant plus payant qu'une intervention militaire directe des États-Unis et de l'UE est impossible.

26 On peut aussi estimer que les autorités autoproclamées de Tiraspol ont poussé Vladimir Poutine à intervenir car elles ne souhaitent pas que la Crimée se trouve dans une situation de non droit comme le sont l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie et la Transnistrie aujourd'hui. Ces trois précédents ont servi d'exemples et ont poussé les parties impliquées à 'régulariser' la situation par un rattachement en bonne et due forme. Au rattachement de fait, elles ont donc souhaité ajouter le rattachement de droit, même si le processus a été rendu possible initialement par un référendum local non constitutionnel. On peut toutefois douter de la capacité des autorités de Tiraspol à influencer sur les décisions de Vladimir Poutine. Un autre élément a sans doute joué un rôle plus grand. Il a été impossible de mettre en œuvre le compromis trouvé le 21 février 2014 à Kiev, lors d'une réunion entre l'ancienne présidence ukrainienne, l'opposition au président Ianoukovitch, une troïka de ministres européens et un représentant du Kremlin. L'accord de sortie de crise obtenu, signé également par les représentants de l'opposition, prévoyait des concessions substantielles du pouvoir ukrainien (élection présidentielle anticipée, gouvernement de coalition et réforme constitutionnelle). Mais les manifestants de Maïdan exigeaient aussi la démission du président Ianoukovitch. Quand la situation est devenue incontrôlable dans la capitale, contraignant celui-ci à la fuite, l'accord est devenu obsolète. Constatant un risque de perte définitive d'influence sur les événements en Ukraine, le président russe aurait décidé d'agir. Cela incite certains observateurs à penser que l'action russe en Crimée ne faisait pas nécessairement partie d'un grand plan mûrement réfléchi de reconquête néo impériale de la Russie. Le Kremlin aurait navigué à vue au gré des circonstances¹⁸.

Se contenter de la Crimée pour solde de tout compte et sanctuariser ce qui peut encore l'être ? Le point de vue stratégique et sécuritaire

27 Vladimir Poutine annexe la Crimée car il craint que le rapport de force avec les pays dits « occidentaux » ne soit pas en sa faveur sur le moyen et le long terme. Il se hâte ainsi de sécuriser et de sanctuariser ce qui peut encore l'être. Il est vrai que la Crimée présente un intérêt stratégique car c'est une position militaire qui permet à la Russie de jouer un rôle majeur en mer Noire. En annexant cette partie de l'Ukraine, la Russie n'est plus contrainte de payer au gouvernement ukrainien la location de la base de Sébastopol, ce qui lui permet de faire une économie substantielle. On peut rappeler à ce propos que la Russie n'était que locataire des sites où était stationnée sa marine sur le littoral de Crimée, ce qui rendait sa présence précaire.

28 Vladimir Poutine anticipe la perte de l'Ukraine, si elle doit basculer vers l'UE et les États-Unis. Une éventuelle entrée de l'Ukraine dans l'OTAN serait inévitablement suivie par la

fin de la présence militaire russe en Crimée. Rappelons que la flotte russe avait obtenu du président Yanoukovitch le droit de rester en Ukraine jusqu'en 2042. Le scénario de l'entrée dans l'OTAN n'était pourtant pas inévitable car les Ukrainiens eux-mêmes y sont en majorité opposés depuis longtemps. Le bénéfice militaire et stratégique est en tout cas évident car la Crimée s'insère dans un dispositif militaire russe qui se déploie sur une grande partie du littoral de la mer Noire ou à proximité : Transnistrie, Crimée, littoral Pontique, piémont caucasien, Abkhazie, Ossétie du Sud. En outre, l'annexion règle définitivement la question du tracé de la frontière entre l'Ukraine et la Russie au niveau de la mer d'Azov (que la Russie contrôle maintenant presque totalement) et du détroit de Kertch (devenu russe *de facto*). La flotte de guerre russe souffre d'un niveau technique bas relativement à celui de ses rivales occidentales et elle se révèle mal adaptée à certaines opérations, mais elle jouit maintenant d'une plus grande liberté de mouvement dans nord et le nord-est de la mer Noire.

29 Parallèlement, les démarches de Vladimir Poutine en Ukraine peuvent être vues comme un signe autant défensif qu'offensif envoyé à l'Union européenne et aux États-Unis. Après avoir vainement tenté sur un mode diplomatique de faire accepter l'idée qu'il fallait prendre en compte les intérêts de la Russie dans cette partie du monde, il lance une action agressive pour tracer une ligne rouge que les occidentaux ne doivent pas franchir. Voyant l'Ukraine basculer vers l'Union européenne, il affiche ses moyens militaires pour décourager les occidentaux d'élargir l'OTAN. L'usage de la force n'est dans ce cas pas une fin en soi mais une manière de faire passer un message, à l'instar de ce qui a été fait en Géorgie.

30 Vladimir Poutine souhaite en même temps mettre les États-Unis et certains pays européens devant leurs responsabilités en leur rappelant qu'ils ont violé le droit international à plusieurs reprises. *A contrario*, il a affirmé dans son discours du 18 mars 2014 que la Russie l'avait toujours respecté. Certes, il présente les événements de Crimée de façon biaisée. Selon lui, les forces russes ne sont jamais entrées en Crimée, elles étaient déjà sur place ; il n'y a pas eu d'agression russe car la Russie a répondu à l'appel d'un peuple et il n'y a eu ni mort ni blessé. Son jugement sur les pays occidentaux n'est cependant pas dénué de fondement : le Kosovo est un précédent édifiant de sécession unilatérale acceptée par l'Occident, aux dépens de la Serbie. En pointant du doigt le cynisme des États-Unis et de leurs alliés, il affirme que la fin de l'ordre bipolaire a amené le chaos, permettant aux Occidentaux de violer le droit international et de faire usage de la force sous un semblant de légitimité, interprétant les résolutions de l'ONU à leur avantage ou en les ignorant (Yougoslavie, Afghanistan, Irak, Libye). Selon lui, les Occidentaux ont également semé le désordre, au détriment des intérêts de la Russie, en pilotant les révolutions de couleur et le printemps arabe qui ont débouché sur une instabilité politique, en désaccord avec les constitutions des pays concernés. Ce qu'il perd en audience dans certains pays de son voisinage, il espère le regagner ailleurs dans des pays qui font la même analyse et qui souhaitent également l'instauration d'un monde multipolaire.

31 L'annexion de la Crimée peut être interprétée également en termes sécuritaires, pour plusieurs raisons. Cela fait longtemps que le président russe est préoccupé par les évolutions internes de l'Ukraine. Le voisinage avec un pays politiquement instable, économiquement très affaibli, incapable de payer ses factures de gaz, l'inquiète. Il peut craindre une contagion des désordres internes ukrainiens sur le territoire russe et sur le territoire de son allié biélorusse. C'est un risque politique qui aurait des effets économiques car la sécurité des exportations de gaz passe par une sécurisation des pays de transit, ce qui est aussi dans l'intérêt des clients européens. Enfin, à plus long terme, un basculement de l'Ukraine vers l'UE et l'OTAN et l'adoption par ce pays d'un modèle politique libéral isoleraient un peu plus la Russie en Europe. Elle serait encore un peu plus au contact direct de l'OTAN, qu'elle considère comme une organisation hostile, et de l'Union européenne, dont elle vit mal les ingérences (Chine et Brésil, entre autres).

Aveu d'impuissance devant la désintégration de l'ancien espace soviétique

32 Vladimir Poutine fait un aveu d'impuissance devant un processus de désintégration progressive de l'ancien espace soviétique qu'il ne parvient pas à enrayer. Conscient de l'échec

de la CEI (Light, 2006), qui se réduit comme peau de chagrin et n'a jamais fonctionné conformément à sa charte fondatrice, il essaie de limiter les effets d'une désintégration de sa sphère d'influence régionale. La CEI est donc morte et le président russe privilégie la promotion d'autres organisations régionales selon un schéma à géométrie variable, dans lequel il souhaite voir l'Ukraine jouer un rôle. Il envisage la réalité de façon pragmatique et estime que l'Ukraine actuelle ne sera jamais membre de l'union douanière et de l'espace économique commun auxquels il tient tant.

33 Depuis l'éclatement de l'Union soviétique, il est vrai que les liens économiques et politiques hérités de la période impériale et de la période soviétique se dissolvent, notamment sur le plan commercial, même si les flux migratoires, les relations sociales et les échanges restent intenses. L'Union douanière n'a pas eu les effets escomptés et n'a pas été suivie d'une augmentation significative du commerce entre les pays membres. Plusieurs anciennes républiques soviétiques ne souhaitent pas entrer dans l'espace économique eurasiatique intégré projeté par Vladimir Poutine. Dans ce contexte, l'usage de la force et de l'intimidation appelle deux remarques. D'une part, il peut avoir un effet inverse à celui recherché sur les pays visés par l'intégration eurasiatique en y détériorant l'image de la Russie (des manifestations ont eu lieu par exemple au Kazakhstan contre l'annexion de la Crimée). Les autorités de ces pays peuvent être confortées dans leur souhait de préserver leur souveraineté vis-à-vis d'un voisin jugé trop influent. Elles peuvent être tentées de chercher d'autres alliances pour se protéger de ce voisin perçu comme imprévisible et potentiellement agressif. L'usage de la force (c'est-à-dire la violation du territoire ukrainien et la déstabilisation des régions orientales où la Russie ne fait rien pour apaiser la situation) peuvent aussi être le signe d'une impatience de Vladimir Poutine face à des événements qui lui échappent.

34 Si on compare l'état des forces dans l'URSS et celui qui prévaut aujourd'hui, il est clair que la Russie a beaucoup perdu en influence. Les pays qui lui restent fidèles sont de moins en moins nombreux, et font parfois contre mauvaise fortune bon cœur : Biélorussie, Arménie (à l'instar de l'Ukraine, elle a refusé de signer en 2013 l'accord d'association avec l'UE sous la pression de la Russie), Kazakhstan (bien que l'union douanière ne lui soit pas favorable)¹⁹, Kirghizstan et Tadjikistan (bien que ces deux derniers pays soient assez circonspects car ils souhaitent autant que possible préserver le peu de souveraineté qu'ils possèdent encore). Ailleurs, l'influence de la Russie est en déclin ou est mal assurée. L'Azerbaïdjan a des relations correctes avec la Russie mais fait de son mieux pour conserver la plus grande liberté possible en politique étrangère et ne souhaite pas entrer dans une quelconque union. L'Ukraine n'a jamais été membre de plein droit de la CEI ; la Géorgie s'en est retirée, de même que le Turkménistan. L'Ouzbékistan mène une politique indépendante et s'est même retiré de l'alliance militaire dominée par la Russie (l'OTSC). Enfin, la Moldavie est membre de la CEI mais elle regarde très sérieusement vers l'Union européenne. L'action de la Russie en Ukraine l'inquiète d'autant plus que la Gagaouzie (une région autonome de la Moldavie) a récemment demandé son entrée dans l'Union douanière Biélorussie-Kazakhstan-Russie.

Conclusion

35 Pendant une vingtaine d'années, l'Ukraine avait tant bien que mal réussi à maintenir une forme d'équilibre précaire entre ses grands voisins (Armandon, 2011). Mais il lui a été finalement impossible de se maintenir dans cet entre-deux. Elle fait aujourd'hui les frais de leur intransigeance, de leur incompréhension mutuelle et de leurs maladresses. À la lumière des événements, on peut affirmer que cette intransigeance est à l'origine de la crise actuelle. Ce qui est au début un soulèvement populaire contre un régime corrompu ne doit pas cacher la rivalité internationale qui croît depuis plusieurs années. L'Ukraine ne peut être que déstabilisée par une géopolitique européenne qui la dépasse car toute rivalité Russie-Europe a nécessairement des résonnances sur sa situation politique intérieure. Créer une situation politique qui oblige l'Ukraine à faire un choix exclusif et qui la contraint de briser le double tropisme est-ouest pousse nécessairement une partie de la population contre l'autre. Ignorer les préférences des populations ukrainiennes (de l'est ou de l'ouest) sur la politique étrangère peut se traduire

- 36 par une menace contre l'intégrité du pays, lequel se trouve aujourd'hui tiraillé entre des régionalismes non seulement incompatibles mais adossés à des idéologies territoriales rivales. Quelle que soit l'issue de la crise en Ukraine, Vladimir Poutine aura en tout cas réussi à faire passer un message en direction de l'Europe et des États-Unis. Il aura tracé des lignes rouges qu'il ne souhaite plus voir franchies. Longtemps affaiblie par une crise politique, économique et sociale consécutive à la crise du système soviétique, la Russie n'a pas eu les moyens d'affirmer ses ambitions. Ce n'est plus le cas. Elle a retrouvé des marges de manœuvre et l'augmentation sensible des revenus tirés de ses matières premières dans les années 2000 lui a donné les moyens de ses ambitions. On peut continuer à vouer la Russie aux gémonies et condamner son régime politique autoritaire. On peut aussi continuer à nier plusieurs évidences : la Russie est située juste à côté de l'Union européenne ; elle joue un rôle dans les affaires européennes ; elle est incontournable dès lors qu'on s'occupe de questions aussi importantes que le commerce, les migrations internationales, la lutte contre la criminalité, l'énergie... dans un espace régional qui couvre tout le voisinage oriental de l'UE. On peut enfin tenir ses intérêts pour quantité négligeable. Mais on se rend compte aujourd'hui que ces postures ne sont pas payantes car la Russie est en position de s'y opposer.
- 37 Inversement, la Russie se met dans une position délicate en intervenant sur un territoire qui n'est pas le sien. Elle peut toujours tenter de se justifier en arguant du fait que l'« Occident » méprise sans cesse le droit international et que l'unipolarité américaine est une mauvaise chose. Il n'en demeure pas moins que l'usage de la force de façon aussi inopinée noircit son image, déjà sévèrement écornée. Elle apparaît comme un pays dangereux, notamment dans des pays de son voisinage qu'elle souhaite pourtant réintégrer dans un système régional cohérent et compréhensible. Ce faisant, elle se tire une balle dans le pied ; elle donne d'excellents prétextes aux États-Unis pour renforcer leur présence militaire en Europe ; elle pousse l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie à renforcer leurs liens avec l'UE et l'OTAN. La stabilité européenne n'en sortira pas renforcée.

Bibliographie

- Armandon E., 2011. Relations Ukraine – Union européenne. Quelles évolutions depuis l'élection de Viktor Ianoukovitch. *Questions d'Europe*, n° 214, Fondation Robert Schuman. <http://www.robert-schuman.eu/fr/questions-d-europe/0214-relations-ukraine-union-europeenne-queelles-evolutions-depuis-l-election-de-viktor-ianoukovitch>
- Breault Y., 2003. Ukraine : Un difficile équilibre entre Russie et Europe. In Y. Breault, P. Jolicœur, J. Lévesque (dir.), *La Russie et son ex-empire*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 105-135.
- Delcour L., 2006. La politique de voisinage et les relations russo-européennes : partenariat stratégique ou lutte d'influence ? *Etudes européennes*, Centre des Etudes européennes de Strasbourg, 18 p.
- Delcour L., 2008. Le voisinage entre l'Union européenne et la Russie, nouvelle ligne de démarcation ? *Revue internationale et stratégique*, n° 72, p. 209-218.
- Dragneva R., Wolczuk K., 2012; *Russia, the Eurasian Customs Union and the EU: Cooperation, Stagnation or Rivalry*. Chatham House Briefing Paper. http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Russia%20and%20Eurasia/0812bp_dragnevawolczuk.pdf
- Dubien A., 2007. Russie-CEI : le legs Poutine. *Question Internationales*, n° 27, p. 32-41.
- Eckert D., 2012. *Le monde russe*. Paris, Hachette, 2e édition.
- Emerson M., 2009. Do We Detect Some Neo-Finlandisation in the Eastern Neighbourhood. *CEPS Commentaries*, 2 p., <http://www.ceps.be/book/do-we-detect-some-neo-finlandisation-eastern-neighbourhood>
- Gomart T., 2006. L'UE et la Russie : un équilibre à trouver entre géopolitique et régionalisme. *Russie.Nei/Visions*, n° 106, Ifri.
- Iakimenko I., Pachkov M., 2014. Le conflit ukraino-russe vu de Kiev. *Politique étrangère*, n° 2, p. 81-93.
- Lepesant G., 2004. Les marges orientales de l'Union européenne à 25. *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1042, p. 4-19.
- Lepesant G., (dir.), 2005. *L'Ukraine dans la nouvelle Europe*. Paris, CNRS Editions.

- Light M., 2006. La galaxie CEI 1991-2006. *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 1055, p. 14-25.
- Lynch D., 2005. Voisinage commun ou nouvelle ligne de front ? Le carrefour de la Moldavie. *Russie.Nei.Visions*, n° 2, Ifri.
- Marchand P., 2014. *Géopolitique de la Russie*. Paris, PUF.
- Monaghan A., Rossini A., 2007. La Russie, l'OTAN et l'Union européenne : triangle de sécurité européenne ou nouvelle « Entente » ? *Politique étrangère*, hors-série, p. 207-220.
- Radvanyi J., 2010. *La nouvelle Russie*, Paris, Armand Colin.
- Richard Y., 2009. L'Union européenne et ses frontières : un défi aux approches théoriques des frontières. In S. Rosière, C. Vacchiani, *Penser l'espace politique*, Paris, Ellipses, p. 231-250.
- Richard Y., 2010. *L'Union européenne et ses voisins orientaux. Contribution à l'étude des intégrations régionales dans le monde*. Thèse d'habilitation à diriger des recherches, vol. 3, soutenue le 9 décembre 2010 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Royer L., 2005. La Russie et la construction européenne. *Hérodote*, n° 118, p. 156-174.
- Sherr J., 2005. La révolution orange : un défi pour l'Ukraine, la Russie et l'Europe. *Politique étrangère*, n° 1, p. 9-20.
- Tchernega V., 2014. Pourquoi Russie et Union européenne doivent coopérer en Ukraine. *Politique étrangère*, n° 2, p. 95-108.
- Tinguy A. de (dir.), 2008. *Moscou et le monde*. Paris, Autrement.
- Tinguy A. de, 2009. Syndrome post-impérial et volonté de puissance. *Projet*, n° 309, p. 10-17.
- Trenin D., 2006. Russia leaves the West. *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 4, <http://www.gwu.edu/~power/literature/dbase/trenin4.pdf>
- Tsygankov A., 2006. If Not by Tanks, then by Banks? The Role of Soft Power in Putin's Foreign Policy. *Europe-Asia Studies*, vol. 58, n° 7, p. 1079-1099.
- Vaïsse J., Mélandri P., 2001. *L'empire du milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la Guerre froide*. Paris, Odile Jacob.
- Zurzhenko T., 2009. Des Eurasiens réticents, des Européens qui ne sont pas bienvenus. Les dilemmes de l'identité géopolitique ukrainienne. In W. Dressler (dir.), *Eurasie. Espace mythique ou réalité en construction ?*, Bruxelles, Bruylant, p. 177-207.

Notes

- 1 Sur le site Internet du ministère russe des Affaires étrangères : www.mid.ru
- 2 Communauté des États indépendants qui se compose des pays suivants : Russie, Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Tadjikistan.
- 3 *Le Panorama de la politique étrangère de la fédération de Russie de 2007* et tous les documents relatifs à la doctrine de politique étrangère de la Russie sont disponibles sur le site Internet du ministère des Affaires étrangères de la Fédération (www.mid.ru).
- 4 ITAR TASS, 11 janvier 2006.
- 5 *Moscow Times*, 20 avril 2014, "Donbass' Roots of Violent Division: Geography, History, Culture".
- 6 Révolution des roses en Géorgie en 2003, Révolution orange en Ukraine en 2004, Révolution des tulipes au Kirghizstan en 2005.
- 7 Ria Novosti, 18 mai 2009.
- 8 Communication à l'adresse suivante : http://eeas.europa.eu/enp/pdf/pdf/com03_104_en.pdf
- 9 On peut se reporter aux communications cadres publiées en 2004, 2006, 2007, 2011, 2012, 2013 et 2014.
- 10 <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:31997D0800&from=EN>
- 11 Strobe Talbott, « The US, EU and our common challenges », discours fait lors de la conférence Bridging the Atlantic, 6 mai 1997.
- 12 Remarks by Vice-President Biden at the 45th Munich Security Conference, 7 février 2009. Discours disponible à l'adresse suivante : <http://germany.usembassy.gov/events/2009/feb-biden-security/> Selon Dmitiri Trenin (2006), la rupture entre la Russie et les États-Unis serait venue précisément du fait que ces derniers n'auraient jamais accepté la proposition de Vladimir Poutine de laisser le monde aux États-Unis pourvu qu'ils laissent à la Russie sa propre zone d'influence exclusive, correspondant à l'ex-URSS. Voir son article dans *Foreign Affairs*, juillet-août 2006.

13 Rapport Wolfowitz - Libby : *Defense Planning Guidance*.

14 C'est très clair dans le domaine énergétique par exemple. L'Union européenne pousse l'Ukraine à adopter des réglementations du marché du gaz et de l'électricité qui sont conformes à celles du marché intérieur. Elle exporte également ses règles de protection des investissements par le biais du Traité de la Charte de l'énergie. La Russie estime que ces règles prennent trop en compte les intérêts de l'UE et pas assez ceux des autres pays, notamment les siens.

15 L'Ukraine a une population de 45 millions d'habitants, contre moins de 10 millions en Biélorussie, ce qui constitue un marché potentiellement plus intéressant.

16 Dans le concept de politique étrangère de Russie approuvé en février 2013 par le président Poutine, l'usage de la force est présenté comme inacceptable, mais il est dit en même temps que l'usage de la force doit être « réduit ». Cela signifie qu'il n'est pas exclu : « La Russie se prononce de manière conséquente pour que le rôle du facteur de force dans les affaires internationales soit réduit, tout en renforçant la stabilité stratégique et régionale ». Les interventions en Géorgie et en Crimée en 2008 et la présence maintenant avérée de soldats russes dans l'est de l'Ukraine montrent que l'usage de la force est une option parmi d'autres.

17 Voir à l'adresse suivante, <http://dif.org.ua/en/events/ukrainieyu-ne-hochut.htm>, l'article sur le site Internet du Fonds pour une Initiative démocratique. Sondage repris dans différents journaux européens.

18 Article du Guardian du 23 mars 2014, <http://www.theguardian.com/world/2014/mar/23/ukraine-crimea-what-putin-thinking-russia>

19 Voir sur ce sujet une étude de la Banque mondiale : « Kazakhstan in the Customs Union : Losses or Gains », avril 2012, <http://www.worldbank.org/en/news/2012/04/18/kazakhstan-in-the-customs-union-losses-or-gains>

Pour citer cet article

Référence électronique

Yann Richard, « La crise de Crimée (mars 2014) : comment en est-on arrivé là ? », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 04 septembre 2014, consulté le 12 novembre 2015. URL : <http://echogeo.revues.org/13917> ; DOI : 10.4000/echogeo.13917

À propos de l'auteur

Yann Richard

Yann Richard, yrrichard@univ-paris1.fr, géographe, est Professeur d'université à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre de l'UMR Prodig. Il a publié récemment :

- Gana A., Richard Y. (dir.), 2014. *La régionalisation du monde*. Paris, Tunis, Karthala-IRMC.

- Beckouche P., Richard Y., 2013. *Atlas de la Grande Europe*. Paris, Autrement.

- Pain K., Richard Y., Van Hamme G., 2014. Europe as a global actor- between decline and inconsistency. In K. Pain et G. Van Hamme, *Changing Urban and Regional Relations in a Globalizing World: Europe as a Global Macro-Region*, Edward Elgar, p. 27-53.

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

La crise ukrainienne a des causes internes et externes nombreuses. On peut regretter que la presse française en parle de façon très orientée sans prendre le temps de présenter le point de vue russe, si ce n'est pour affirmer que le président Poutine relançait la guerre froide et réactivait l'impérialisme russe. Le rattachement de la Crimée est sans conteste une annexion déguisée et c'est un coup de force autant qu'un rejet des prescriptions élémentaires du droit international. Toutefois, il faut replacer la crise criméenne dans son contexte pour en comprendre les ressorts. La Russie, les États-Unis et l'Union européenne ont tous une part de responsabilité dans cet événement. On tente également de comprendre les tenants et

aboutissants de la position russe et de montrer pourquoi Vladimir Poutine a décidé de prendre une décision aussi risquée qui isole la Russie et qui a des effets négatifs sur son économie.

The Ukrainian crisis has various internal and external causes. And it is regrettable that this issue is addressed in the French press in very oriented way without really considering the Russian point of view, except to assert that president Putin boosted a new cold war and revives Russian imperialism. The annexation of the Crimea is undoubtedly a covert annexation. It is a coup as well as a clear rejection of the elementary requirements of international law. However, one must replace the crisis Crimean in its context to show that it did not come out of thin air. In this paper, we show that Russia, the United States and the European Union share some responsibility in this event. We also try to understand the ins and outs of the Russian position and why Vladimir Putin has taken this dangerous decision that isolates Russia and has negative effects on its economy.

Entrées d'index

Mots-clés : États-Unis, Russie, Union européenne, Ukraine, Crimée, géopolitique, relations internationales

Keyword : United States, Russia, European Union, Ukraine, Crimea, geopolitics, international relations